



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen - CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 24 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CEDILOR

Rue du Bois de Coulange
Malancourt la Montagne
57360 Amnéville

Références : AMNEVILLE_CEDILOR_2024-09-05_RAPVI-exo-POI_RPM_00458
Code AIOT : 0006201477

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2024 dans l'établissement CEDILOR implanté Rue du Bois de Coulange Malancourt la Montagne à 57360 Amnéville. L'inspection a été annoncée le 19/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC), action 2.1.1 "risques sur les Seveso Haut".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEDILOR
- Rue du Bois de Coulange Malancourt la Montagne 57360 Amnéville
- Code AIOT : 0006201477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Cédilor exploite des installations de traitement et de valorisation de déchets industriels, autorisées par arrêté préfectoral n°2019-DCAT-BEPE-222 du 19 septembre 2019.

Sont notamment applicables aux activités du site les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Thème de l'inspection :

- plan d'opération interne (POI)
- moyens de détection
- moyens d'extinction

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rôle du POI	Code de l'environnement du 01/06/2015, article L515-41	Sans objet
2	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I-5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Position vanne manuelle	POI	Sans objet
4	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté préfectoral du 19/09/2019, Article 7.7.2 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées (l'Inspection) ne relève pas de non-conformité sur les prescriptions contrôlées, mais il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre les améliorations proposées suite à l'exercice (cf. constat n° 2).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rôle du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2015, article L515-41
Thème(s) : Risques accidentels, Rôle du POI
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs. [...] L'exploitant tient à jour ce plan.
Constats : Vu le POI de l'exploitant, dont la dernière version, communiquée aux services prescrits, version de mai 2020 : l'Inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I-5
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en œuvre du POI
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : L'exploitant a fourni des justificatifs de formation de ses agents aux procédures incendie.
<u>Déroulement de l'exercice</u> 9h41 : Heure de départ du feu dans les alvéoles du broyeur (personne n'a repéré le feu au moment de son départ) / feu simulé par engin fumigène 9h42 : L'opérateur met ses EPI (masque et gants) et se dirige vers la fumée 9h43 : L'opérateur prévient de l'urgence au talkie walkie et commence à dérouler le robinet

d'incendie armé (RIA)

9h45 : Les renforts arrivent pour constater et aider à éteindre le feu (chaque opérateur a son masque et ses gants)

9h48 : Utilisation du RIA (mousse à 3%) par un seul opérateur - les personnes en intervention donnent l'ordre de s'éloigner aux personnes sans EPI (masque à cartouche et gants)

9h49 : Déclenchement du bouton d'urgence (suite à une remarque d'un manager de la plateforme) / Le tracteur et la benne sont retirés de la zone par l'équipe d'intervention / L'alarme de l'accueil se déclenche (Demande de confirmation de l'événement aux équipes sur place - le départ de feu est confirmé)

9h50 : Déclenchement de l'alarme générale

09h52 : Rassemblement de la cellule de crise / Diffusion du message "feu au broyeur et déclenchement du POI" sur les haut-parleurs du site

09h52/9h56 : Rassemblement des équipes d'exploitation au point de rassemblement, sans heurts

9h57 : L'appel des équipes débute au point de rassemblement (1 personne manquante)

9h58 : Appel aux pompiers qui partent à 10h, la première équipe arrive à 10h10 (simulé)

10h00 : Un prestataire extérieur des fosses de la plateforme n'a pas entendu l'alarme et a dû être appelé pour venir au point de rassemblement

10h10 : Point de situation avec les pompiers sur le terrain (joué avec observateurs du SDIS)

10h25 : Les pompiers arrivent et prennent le relais (simulé)

10h30 : Fin de l'exercice

Constats

L'inspection constate que l'exploitant maîtrise globalement les mesures (générales et spécifiques au scénario joué) de son POI mais le directeur des opérations interne (DOI) n'a pas utilisé le POI à sa disposition, ce qui a généré des ratés dans la mise en œuvre ou le suivi de certaines procédures (pas de coupure de l'alimentation électrique sur les zones impactées, absence de suivi ou d'information sur certaines procédures...).

Les actions suivantes ont notamment été mises en œuvre :

- Activation des fonctions conformes au POI (DOI, fonctions « intervention », « logistique », « Observation », « exploitation » et « transmission ») ;
- 1^{ères} mesures d'urgence (évacuation du personnel par déclenchement d'alarme, retrait des engins de la zone impactée, mise en place du périmètre de sécurité,...) ;
- communication vers l'extérieur (préfecture, DREAL, SDIS) ;
- évaluation de la faisabilité de l'intervention interne et mise en œuvre d'un arrosage par moyens internes (RIA) ;
- collaboration avec les moyens du SDIS pour la gestion (accueil/orientation sur le site).

L'inspection a également constaté lors de l'exercice :

- l'absence de coupure de l'alimentation électrique sur les zones impactées : cette procédure apparaît dans les actions de la fonction « Exploitation » mais pas dans les fiches de scénario ;
- l'absence dans le POI de fiche réflexe pour la fonction « Transmission » ;
- l'absence d'information vers les collectivités : l'inspection note à ce sujet que le POI ne mentionne que la commune d'Amnéville, alors qu'il serait nécessaire d'y voir figurer toutes les communes avoisinantes (Rombas, Montois la Montagne, Amnéville Malancourt, Moyeuvre...) ;
- que la DREAL apparaît dans la liste d'alerte, le point d'entrée unique État étant la préfecture dans le cadre de la gestion de crise : l'exploitant reste toutefois soumis aux obligations d'information prévues à l'article R.512-69 du Code de l'environnement.

Points positifs relevés en débriefing :

- Le port des masques et gants est conforme et rapide après la prise d'info ;
- Les collaborateurs sans masque à proximité sont interdits de zone par les intervenants ;
- Le personnel se regroupe par secteur au point de rassemblement, ce qui permet le comptage rapide : le rassemblement est rapide et sans précipitation ;
- L'information de départ de feu est diffusée au talkie-walkie ;

- Le bouton d'urgence est enclenché et l'information de départ de feu est diffusé ;
- Le tracteur et la benne sont retirés de la zone ;
- La cellule de crise se forme 2 minutes après le déclenchement de l'alarme.

Points négatifs relevés en débriefing :

- Délai trop long (8 minutes) avant de déclencher le bouton d'urgence ;
- Utilisation du RIA par un seul opérateur (le SDIS conseille une utilisation par 2 opérateurs) ;
- Comptage ralenti par le mouvement de foule et les discussions pendant l'appel ;
- Certaines personnes n'ont pas entendu l'alarme ;
- Personne n'est resté sur la zone pour communiquer les informations sur le feu (dans le cadre de l'exercice et du scénario) ;
- Communication par talkie-walkie parfois difficile du fait des interlocuteurs multiples ;
- Une personne manque à l'appel car sortie du site juste après l'impression des listes d'appel ;
- Une personne (prestataire extérieur) est restée dans sa voiture durant l'alarme et a dû être rappelée par un responsable ;
- L'électricité de la zone n'a pas été coupée avant l'arrosage ;
- Le DOI n'a pas utilisé le POI disponible et ne prend pas assez de recul dans la cellule de crise pour gérer l'événement ;
- La mairie et la préfecture n'ont pas immédiatement été prévenues du panache de fumée pour éviter d'éventuels mouvements de panique ;
- Mode opératoire des premiers prélèvements environnementaux non mentionné dans le POI
- Plusieurs actions ont été réalisées sur le terrain mais les confirmations de réalisation n'ont pas été demandées par la cellule de crise.

Suite à l'exercice, l'inspection retient les pistes d'amélioration suivantes :

- prévoir dans les procédures l'utilisation des RIA par deux opérateurs ;
- compléter la liste des communes à alerter en cas d'accident, notamment de panache de fumée ;
- ajouter une fiche réflexes pour la fonction « transmission » ;
- mettre en place une liste des présents en temps réel ;
- vérifier que les procédures de formation/information des prestataires extérieurs sont adaptées, notamment pour ce qui est de l'obligation de rejoindre les points de rassemblement : les compléter en ce sens si besoin ;
- ajout de hauts parleurs à certains points du site (fumoir, dépotage huile finie...) / devis en cours de signature ;
- ajouter la coupure des utilités (électricité, gaz...) aux différents scénarios ;
- ajouter la partie premiers prélèvements environnementaux au POI ;
- réaliser des exercices POI plus fréquemment (sans forcément mobiliser tout le personnel) / sur ce point, l'inspection insiste sur le renforcement de la formation au poste de DOI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier à l'Inspection, sous trois mois, la mise en œuvre des pistes d'amélioration listées plus haut.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Position vanne manuelle

Référence réglementaire : POI 2022

Thème(s) : Risques accidentels, Position vanne manuelle

Prescription contrôlée :

La fiche "PCO-C1105 : feu de cuvettes", disponible en partie 6 du POI, prévoit les actions à effectuer en cas d'accident dont notamment la préparation des pots de mousse et une première intervention des équipes.

Constats :

Lors de l'exercice POI 2022, l'inspection avait constaté qu'une vanne manuelle permettant l'arrivée d'eau était située à proximité immédiate de la rétention, qui serait en feu en situation réelle et par conséquent dans des flux thermiques supérieurs à 8 kW/m². Compte tenu de cette

configuration, cette action n'était pas réalisable en situation réelle et il avait été demandé à l'exploitant de modifier l'emplacement de cette vanne.
Lors de la visite, l'inspection a constaté que la vanne avait été déplacée hors des flux thermiques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 19/09/2019, Article 7.7.2 (partiel)
Thème(s) : Risque accidentel, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. [...]
Constats : L'inspection a contrôlé sur site les équipements mis en œuvre dans le cadre de l'exercice. Compte tenu des éléments et vu les rapports de contrôle et de maintenance présentés par l'exploitant : - du 29/07/2024 pour les bornes incendie ; - du 29/07/2024 pour les RIA ; - du 26/04/2024 du système de sécurité incendie (SSI), portant notamment sur les équipements de détection ; l'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite